

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

F. 2009 — 2296

[C — 2009/29324]

30 AVRIL 2009. — Arrêté 2009/127 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 novembre 2005 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale

Le Collège,

Vu Le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la Cohésion modifié par le décret du 15 janvier 2009 et notamment les articles 8, alinéa 8, 11, alinéa 1^{er}, 14, alinéa 4 et 17, alinéa 1^{er}, seconde phrase.

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 novembre 2005 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale.

Vu l'avis de la section « cohésion sociale » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé donné le 17 février 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 février 2009;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'avis 46.216/4 du Conseil d'Etat donné le 6 avril 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. § 1^{er}. A l'article 8 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 novembre 2005 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale, les mots « dans les 3 mois de l'entrée en vigueur du contrat communal visé à l'article 12 » sont insérés entre les mots « règlement d'ordre intérieur » et « pour préciser ».

§ 2. Le même article est complété par la disposition suivante :

« Ce règlement, ainsi que toute modification de celui-ci, est transmis dès son adoption au Ministre qui en fait vérifier la conformité avec les dispositions du décret et des articles 7 à 11 de l'arrêté portant exécution du décret. Il avertit la coordination locale, dans un délai de soixante jours après réception de toute non-conformité constatée et invite la coordination à modifier les dispositions non conformes dans un délai de trois mois.

A défaut d'avis du Ministre dans le délai de soixante jours, le règlement est réputé approuvé. »

Art. 3. L'article 11 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Les débats et votes précèdent la décision du conseil communal sur le projet de contrat communal. »

Art. 4. § 1^{er}. Au point 5^o de l'article 12 du même arrêté, les mots « , établi suivant le modèle fixé par l'administration, » sont insérés entre les mots « contrat communal » et « dans les 15 jours ».

§ 2. le point 9^o du même article est remplacé par la disposition suivante :

« 9^o l'association qui se sent lésée, soit durant la concertation locale, soit lors de la négociation du contrat communal, peut introduire, à tous les stades de la procédure de concertation ou de négociation visée au présent article et au plus tard dans les quinze jours de la notification de la fin de la négociation du contrat communal, qui lui est faite, un recours conformément à l'article 23 du décret.

Le recours est introduit par courrier recommandé auprès du Ministre.

Une copie est adressée simultanément à l'administration et à la Commune. »

Art. 5. § 1^{er}. A l'article 14, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots « le type ou le lieu d'activités » sont remplacés par les mots « le type d'actions ».

§ 2. Un alinéa rédigé comme suit est inséré entre le 1^{er} et le 2^e alinéa du même article :

« Toute modification du lieu d'actions d'un projet entraîne une modification de la convention spécifique. »

Art. 6. L'article 15 de l'arrêté précité est complété par le § suivant :

« § 4. Lorsqu'une association ne respecte pas les clauses du contrat communal ou de sa convention spécifique, l'administration adresse à l'association un avertissement relatif à ses manquements. Copie de cet avertissement est adressée à la coordination locale.

Un délai de deux mois est accordé à l'association pour y remédier.

Si à l'issue de ce délai elle n'a pas remédié de façon satisfaisante aux manquements constatés, l'administration propose à la commune de mettre fin à la convention spécifique de l'association ou de la modifier et de modifier ainsi le contrat communal. Cette proposition suit la procédure de modification du contrat communal prévue à l'article 14. »

Art. 7. L'article 16 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« 7^o l'association qui se sent lésée lors de la négociation du contrat régional ou l'association qui a répondu à l'appel à projets pour un contrat régional et n'a pas été retenue, peut introduire au plus tard dans les quinze jours de la notification qui lui est faite du contrat régional ou du refus de celui-ci, un recours conformément à l'article 23 du décret.

Le recours est introduit par courrier recommandé auprès du Ministre.

Une copie est adressée simultanément à l'administration. »

Art. 8. A l'article 18, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots « le type ou le lieu d'activités » sont remplacés par les mots « le type d'actions ».

Un alinéa, rédigé comme suit est inséré après le 1^{er} alinéa :

« Toute modification qui concerne le type ou le lieu d'actions du projet doit faire l'objet d'un avenant au contrat régional lorsque celui-ci est conclu en vertu de l'article 5, alinéa 2 du décret, dans une commune non éligible, »

Art. 9. Un article 20bis, rédigé comme suit, est ajouté au chapitre V du même arrêté :

« Art. 20bis. Les subventions octroyées pour les contrats communaux et régionaux de cohésion sociale sont indexées comme suit :

- elles sont indexées annuellement au 1^{er} janvier de chaque année et pour au maximum la durée du contrat communal ou régional;

- la première indexation est due à partir de la deuxième année de la conclusion de la convention spécifique ou du contrat régional;

- le calcul de l'indexation s'effectue suivant la formule :

Montant de base mentionné dans la convention spécifique ou le contrat régional multiplié par l'indice santé du mois de décembre de l'année précédente et divisé par l'indice santé du mois de décembre précédent la conclusion de la convention spécifique ou du contrat régional. »

Art. 10. A titre transitoire, les concertations locales disposent d'un délai trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté pour se mettre en conformité avec l'article 2, § 2, de celui-ci.

Art. 11. Le Membre du Collège compétent pour la Cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2009, à l'exception de l'article 9 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Bruxelles le 30 avril 2009.

Par le Collège :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale

B. CEREXHE,

Président du Collège.

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

N. 2009 — 2296

[C - 2009/29324]

30 APRIL 2009. — Besluit 2009/127 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 november 2005 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de sociale samenhang

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de sociale samenhang gewijzigd door het decreet van 15 januari 2009 en meer bepaald de artikelen 8, achtste lid, 11 eerste lid, 14 vierde lid en 17 eerste lid, tweede zin.

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 november 2005 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de sociale samenhang.

Gelet op het advies van de afdeling « sociale samenhang » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid gegeven op 17 februari 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 2009;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting;

Gelet op het advies 46.216/4 van de Raad van State gegeven op 6 april 2009 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Sociale Samenhang,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van deze Grondwet.

Art. 2. § 1. In artikel 8 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 november 2005 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de sociale samenhang worden de woorden « in de drie maanden na de inwerkingtreding van het gemeentelijk contract bedoeld in artikel 12 » ingevoegd tussen de woorden « stelt » en « een huishoudelijk reglement ».

§ 2. Hetzelfde artikel wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Dit reglement, evenals elke wijziging ervan, wordt van bij de goedkeuring overgemaakt aan de Minister die de conformiteit ervan laat onderzoeken met de bepalingen van het decreet en de artikelen 7 tot 11 van het besluit houdende de uitvoering van het decreet. Hij brengt de plaatselijke coördinatie op de hoogte binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van elke vastgestelde non-conformiteit en nodigt de coördinatie uit de niet-conforme bepalingen te wijzigen binnen een termijn van drie maanden.

Bij gebrek aan advies vanwege de Minister binnen een termijn van zestig dagen, wordt ervan uitgegaan dat het reglement wordt goedgekeurd. »

Art. 3. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De debatten en stemmingen gaan vooraf aan de beslissing van de gemeenteraad over het ontwerp van gemeentelijk contract. »

Art. 4. § 1. In punt 5^o van artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden « , dat is opgesteld op basis van het model dat is bepaald door het bestuur » ingevoegd tussen de woorden « gemeentelijk contract » en « geworden ».

§ 2. Punt 9° van hetzelfde artikel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 9° De vereniging die zich benadeeld voelt, hetzij tijdens het plaatselijke overleg, hetzij bij de onderhandeling van het gemeentelijk contract, kan op elk moment van de overleg- of onderhandelingsprocedure bedoeld in dit artikel en ten laatste binnen vijftien dagen na de betekening van het einde van de onderhandelingen van het gemeentelijk contract, waarvan ze op de hoogte wordt gebracht, een beroep indienen overeenkomstig artikel 23 van het decreet.

Het beroep wordt ingediend per aangetekend schrijven gericht aan de Minister. Tegelijk wordt een kopie verstuurd naar het bestuur en de Gemeente. »

Art. 5. § 1; In artikel 14, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « het type of de plaats van de activiteiten » vervangen door « het type acties ».

§ 2. Een lid opgesteld als volgt wordt ingevoegd tussen het eerste en tweede lid van hetzelfde artikel :

« Elke wijziging van de actieplaats van een project heeft een wijziging van de specifieke overeenkomst tot gevolg. »

Art. 6. Artikel 15 van bovengenoemd besluit wordt aangevuld met de volgende :

« § 4. Wanneer een vereniging de bepalingen van het gemeentelijk contract of van de specifieke overeenkomst niet naleeft, waarschuwt het bestuur de vereniging hieromtrent. Een kopie van deze waarschuwing wordt gericht aan de plaatselijke coördinatie.

Er wordt een termijn van twee maanden toegekend aan de vereniging om deze situatie op te lossen.

Als de vereniging aan het eind van deze termijn de situatie niet voldoende heeft opgelost, stelt het bestuur de gemeente voor een einde te stellen aan de specifieke overeenkomst van de vereniging of deze te wijzigen en aldus het gemeentelijk contract te wijzigen. Dit voorstel volgt de wijzigingsprocedure van het gemeentelijk contract, bepaald in artikel 14. »

Art. 7. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 7° De vereniging die zich benadeeld voelt bij de onderhandeling van het gewestelijk contract of de vereniging die heeft geantwoord op de oproep tot projecten voor een gewestelijk contract en niet in aanmerking werd genomen, kan uiterlijk vijftien dagen na de betekening van het gewestelijk contract of de weigering ervan, waarvan ze op de hoogte wordt gebracht, beroep aantekenen conform artikel 23 van het decreet.

Het beroep wordt ingediend via een aangetekend schrijven aan de Minister.

Er wordt tegelijk een kopie bezorgd aan het bestuur. »

Art. 8. In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « het type of de plaats van de activiteiten » vervangen door « het type acties ».

Er wordt één lid, dat wordt opgesteld als volgt, ingevoegd na het eerste lid :

« Elke wijziging met betrekking tot het type of de plaats van de acties van het project moet worden vastgelegd in een bijakte bij het gewestelijk contract, wanneer dit wordt gesloten krachtens artikel 5, tweede lid, van het decreet, in een gemeente die niet in aanmerking komt. »

Art. 9. Een artikel *20bis*, opgesteld als volgt, wordt toegevoegd aan hoofdstuk V van hetzelfde besluit :

« Art. *20bis*. De toelagen die worden toegekend voor de gemeentelijke en gewestelijke contracten van sociale samenhang, worden als volgt geïndexeerd :

- ze worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari en hoogstens voor de duur van het gemeentelijk of gewestelijk contract;

- de eerste indexering is verschuldigd vanaf het tweede jaar na het beëindigen van de specifieke overeenkomst of van het gewestelijk contract;

- de berekening van de indexering gebeurt op basis van de volgende formule :

Basisbedrag vermeld in de specifieke overeenkomst of het gewestelijk contract vermenigvuldigd met de gezondheidsindex van de maand december van het voorgaande jaar en gedeeld door de gezondheidsindex van de maand december die voorafgaat aan het sluiten van de specifieke overeenkomst of het gewestelijk contract. »

Art. 10. Bij wijze van overgangsmaatregel beschikt het lokale overleg over een termijn van drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit om te voldoen aan artikel 2, § 2, van dit besluit.

Art. 11. Het Lid van het College dat bevoegd is voor de Sociale Samenhang, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2009, met uitzondering van artikel 9 dat van kracht wordt op 1 januari 2009.

Brussel, 30 april 2009.

Namens het College :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met de Sociale Samenhang

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College.